

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, et M. Paavo Lipponen, Premier ministre de la République de Finlande, sur la préparation de la conférence de Nice, la réforme des institutions européennes et les relations entre les grands et les petits pays de l'Union européenne, Helsinki (Finlande) le 27 novembre 2000.

M. PAAVO LIPPONEN -

Monsieur le Président de la République,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous dire en quelques mots que nous nous sommes entretenus avec le Président CHIRAC, d'abord en tête-à-tête, puis avec nos délégations respectives un peu plus longuement sur la préparation du sommet de Nice, autour des quatre questions principales que nous avons voulu aborder. Nous avons complété en parlant, brièvement, de la sécurité alimentaire et de la sécurité maritime. Et nous avons parlé aussi de l'après Nice. Mais je ne voudrais pas, à cet égard, m'étendre davantage sur ces questions, pour faire place à vos questions, après avoir laissé le Président CHIRAC s'exprimer.

LE PRESIDENT - Je voudrais, d'abord, dire le plaisir et l'intérêt que j'ai pris à nos entretiens, d'abord avec la Présidente et ensuite, plus longuement, avec le Premier ministre. Je disais tout à l'heure à mon ami Paavo LIPPONEN que c'était mon quatrième voyage en trois ans en Finlande. Ce voyage, ce contact, était pour moi très important. La présidence finlandaise qui se terminait à Helsinki, a été une présidence marquante de l'histoire de l'Europe, et cela a été une présidence brillante. Marquante et brillante, notamment par deux voies essentielles qui ont été ouvertes à Helsinki : l'Europe de la défense, et l'élargissement. Je ne parlerai pas de la défense où il n'y a pas de problèmes majeurs. Mais l'élargissement décidé à Helsinki, arrêté à Helsinki, suppose une réforme des institutions d'où l'importance de la réflexion de la Finlande dans le droit fil de ce qui a été commencé à Helsinki.

Voilà pourquoi, pour moi, en tant que Président en exercice, il y avait une importance toute particulière à savoir exactement ce que pensaient les autorités finlandaises. Nos experts, nos ministres se voient et se réunissent, M. MOSCOVICI était ici il y a peu de temps. Et puis, j'avais écouté et, surtout, lu avec beaucoup d'intérêt le discours, je dirai, historique, en tous les cas très remarquable, que le Premier ministre a prononcé au Collège européen de Bruges. Dans ce discours, il y a une vraie vision moderne de l'Europe de demain. Naturellement, nous pourrions discuter de tel ou tel point de détail, mais ce discours de Bruges est une importante contribution à la réflexion de l'évolution de l'Europe de demain. Tout ceci m'avait fait conclure que le rôle de la Finlande, à Nice, sera un rôle très important. Et je sais maintenant que, dans toute la mesure où cela correspondra à sa vision de l'Europe, la Finlande appuiera la présidence française, comme la France avait appuyé la présidence finlandaise à Helsinki.

J'ai donc écouté avec beaucoup d'attention tout ce que m'a dit le Premier ministre sur les

J'ai donc écouté avec beaucoup d'attention tout ce que m'a dit le Premier ministre sur les différents sujets qu'il a évoqués et sur lesquels je ne reviendrai donc pas.

QUESTION - J'ai une question pour le Président CHIRAC. On a beaucoup parlé de la division entre les grands et les petits, mais on a l'impression, en ce moment, qu'il y a aussi la division entre les grands qui gênent beaucoup les négociations dans la dernière phase. Je pense notamment à la division entre la France et l'Allemagne sur la repondération des voix. Et aussi en ce qui concerne le vote à la majorité qualifiée, où les grands pays, avec le veto, se bloquent mutuellement. Alors, en tant que Président, est-ce que la France tient la clé pour débloquent cette situation ?

LE PRESIDENT - Je vais vous dire une chose. Je ne crois pas que dans l'esprit de ceux qui cherchent à avoir une vraie vision de l'Europe de demain, le problème des grands et des petits pays se pose vraiment. Je ne le crois pas. Je crois que c'est beaucoup plus un problème de culture qu'un problème de taille.

Si l'on prend la taille, la Finlande fait partie de ce que vous appelez les petits pays. Mais si vous prenez les grands sommets, la Finlande a fait l'un des plus grands sommets. Je ne dis pas que cela n'existe pas naturellement. Mais je crois que ce n'est pas un point central.

Alors, j'espère que nous arriverons, dans ce domaine, à des solutions concernant la Commission, concernant la pondération des voix, concernant des progrès dans la majorité qualifiée, à des solutions, je dirai, tous ensemble. Vous avez dit tout à l'heure que les grands pays avaient un veto, ce n'est pas vrai. Tous les pays ont un veto, si j'ose dire, pour ce qui est actuellement décidé à l'unanimité. Et je vais vous dire une chose, celui qui obligera le Luxembourg, qui est totalement isolé contre quatorze autres pays, à accepter un compromis sur la fiscalité sur l'épargne, eh bien, celui-là, il n'est pas encore né. Petit pays ou pas petit pays.

QUESTION - Monsieur le Président, j'ai cru comprendre tout à l'heure que la présidente disait que l'essentiel, c'était l'élargissement et que les réformes de la CIG, par exemple, devraient être mises en oeuvre ou pourraient être mises en oeuvre ensuite ?

LE PRESIDENT - Non. Ce n'est pas du tout ce que j'ai dit. J'ai dit qu'Helsinki avait ouvert l'élargissement et, par conséquent, que pour permettre l'élargissement, il était indispensable de faire la réforme de la CIG, sinon l'élargissement n'était pas possible. Je ne voudrais pas qu'il y ait de confusion.

QUESTION - C'est la Présidente de la République finlandaise qui, tout à l'heure, a dit que l'essentiel, c'était l'élargissement.

LE PRESIDENT - Oui, elle a dit que pour faire l'élargissement, il fallait que l'on ait fait les réformes de la CIG nécessaires. Nous avons exactement la même position.

M. PAAVO LIPPONEN - Je suis tout à fait du même avis, et très certainement aussi la Présidente HALONEN.

QUESTION - M. le Président, est-ce que vous allez accepter le principe : un pays, un commissaire ?

LE PRESIDENT - Personnellement, je ne suis pas convaincu que ce soit un bon principe. Mais nous recherchons, actuellement, une solution qui soit acceptable par tous les pays. Et je crois que l'on se dirige, petit à petit, vers une solution qui permettrait de plafonner le nombre de commissaires au bout d'un certain temps. Je crois qu'il y a là, probablement, la voie de la sagesse.

QUESTION - M. le Président, à propos de cet accord sur la fiscalité de l'épargne qui aurait, finalement, été trouvé ce matin, cela fait partie des sujets un petit peu difficiles qui peuvent, parfois, sembler éloignés des préoccupations des Français. Est-ce que vous pouvez nous dire si, selon vous, c'est un pas important pour l'Europe et pour les citoyens européens ?

LE PRESIDENT - Je me réjouis si un accord a été passé aujourd'hui sur la fiscalité comme je viens de le lire dans une dépêche de l'Agence France Presse, mais je n'ai pas les modalités de cet accord. J'étais dans l'avion quand tout ceci s'est terminé et donc je ne peux pas vous donner de commentaire. Si un accord est intervenu, je m'en réjouis, naturellement, beaucoup.

QUESTION - Une question très brève: qu'est-ce que les deux Présidents comprennent par la notion de défense commune ?

LE PRESIDENT - La question est brève, la réponse mériterait d'être très longue. Je vais vous dire simplement, pour être moi aussi bref, ce que nous, nous souhaitons, c'est l'application de ce qui a été décidé au sommet d'Helsinki. Et la confirmation à Nice du sommet d'Helsinki. C'est ce qui se passera.

QUESTION - M. le Président, pardonnez-moi de brûler les étapes, mais vous abordez, demain, l'étape autrichienne. Etant donné que la coalition est toujours la même au pouvoir, comment abordez-vous cette étape de Vienne ?

LE PRESIDENT - Je ne vais pas en Autriche dans une visite bilatérale. Je vais à Vienne en tant que Président en exercice de l'Union européenne, dans le cadre de la tournée que j'effectue dans toutes les capitales des quatorze autres pays de l'Union pour préparer le Conseil européen de Nice. Voilà, je n'ai pas d'autres commentaires à faire !

Et je voudrais, avant de laisser le dernier mot au Premier ministre, remercier la presse française qui a fait le voyage et remercier tout particulièrement la presse finlandaise car, pour moi, c'est toujours très agréable de venir en Finlande où l'accueil est toujours chaleureux. Et, donc, je remercie à la fois la presse finlandaise et, bien entendu, les autorités finlandaises.

M. PAAVO LIPPONEN - M. le Président, merci, pour ces excellents entretiens que nous avons eus. Merci, également, pour les paroles amicales que vous avez prononcées à l'adresse de la Finlande. Et quant à moi, je peux également partager les propos que vous avez tenus à propos de la presse et de ses représentants, et tout particulièrement des représentants de la presse finlandaise.

Bon voyage.

LE PRESIDENT - Merci.